



LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT PLESSIS ROBINSON

18/11/2013

LES TRAVAILLEURS DOIVENT PRENDRE LA TÊTE DE LA FRONDE SOCIALE

Les agriculteurs, les camionneurs, les centres équestres, les sages-femmes, les parents d'élèves, tous s'organisent pour faire entendre leur colère. Il faut que les travailleurs fassent entendre leurs revendications de classe avec autant de vigueur.

Certes, il n'y a pas un jour sans que les travailleurs se battent. Récemment, il y a eu les ouvriers de Marine Harvest en Bretagne, les salariés d'Alcatel-Lucent, ceux de La Redoute et, demain, d'autres travailleurs frappés par les licenciements se mobiliseront. Mais pour peser politiquement, il faut que les travailleurs fassent de toutes ces luttes un seul et même combat contre les licenciements.

Personne ne le fera à leur place ! Et sûrement pas le patronat, quand bien même il se pose en défenseur de l'emploi. Tous les patrons qui veulent des aides s'abritent derrière la « sauvegarde de l'emploi ». Mais depuis le début de la crise, les banquiers comme les grands groupes ont encaissé les milliards de l'État... et ils continuent à licencier.

Les patrons font de leurs profits la priorité ? Les travailleurs doivent faire de la lutte pour leur emploi et leur salaire, leur priorité !

Les grands groupes ont de quoi payer les salaires des travailleurs et, à défaut, qu'ils puisent dans les fortunes accumulées par les grands actionnaires. Les difficultés éventuelles - y compris celles des plus petites entreprises - doivent être palliées par les plus riches, par les plus fortunés, par les banques, celles-là même que l'État a aidées pour traverser la crise. Les travailleurs n'ont pas à servir d'amortisseurs.

L'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire sont des exigences pour tous les travailleurs.

Comment ne pas se sentir menacé quand le chômage frappe indistinctement les anciens comme les plus jeunes, les travailleurs qualifiés comme ceux qui ne le sont pas, les ouvriers des petites entreprises comme des grandes ? Comment ne pas voir que le licenciement est aussi une arme utilisée par le patronat pour faire pression sur les travailleurs et pour aggraver l'exploitation de tous ?

La fermeture d'une usine est un drame pour les ouvriers qui y travaillent comme pour les buralistes,

les coiffeurs, les restaurateurs, les garagistes qui voient leurs commerces désertés. L'interdiction des licenciements est une mesure de salut public.

C'est sur les impôts que la colère s'exprime le plus aujourd'hui, mais là aussi les travailleurs ont leur mot à dire. Comme souvent, ce sont les plus riches qui hurlent le plus. Et les entendre se plaindre de payer trop d'impôts alors qu'ils sont riches à millions est écœurant.

Oui, le véritable matraquage fiscal concerne les classes populaires. Les mesures fiscales décidées en douce ont fait que près d'un million de salariés et de retraités modestes qui ne payaient pas d'impôt sur le revenu sont devenus imposables. Et combien de travailleurs ont à payer 100, 200, 300 € de plus ?

Le gouvernement a reculé partiellement sur l'écotaxe, il faut le faire reculer complètement. Et, plus important encore pour les travailleurs, il faut le contraindre à abandonner la hausse de la TVA !

La TVA est la taxe qui rapporte le plus à l'État, c'est l'impôt qui frappe le plus les travailleurs et les plus pauvres. Avec la TVA, tout le monde paye le même taux d'impôt, qu'on soit millionnaire, smicard ou chômeur : il n'y a pas plus injuste ! Augmenter la TVA pour financer les 20 milliards du crédit d'impôt compétitivité offerts au patronat, c'est prendre dans la poche des pauvres pour donner aux riches, il ne faut pas l'accepter.

Sur la TVA ou sur les fermetures d'usines, les travailleurs, les commerçants et les artisans qui ne vivent que de leur travail, peuvent se battre côte à côte. Mais les travailleurs ne doivent pas rester une force d'appoint, ils doivent prendre la tête du combat, en mettant en avant leurs objectifs essentiels : le combat pour garantir l'emploi de tous.

Ce n'est pas un combat catégoriel. C'est se battre pour la jeunesse, c'est se battre pour que la classe productive ne soit pas poussée vers la déchéance, c'est sauver ce que la société a de plus vital.

La rapacité des capitalistes menace l'ensemble du monde du travail mais les exploités peuvent s'y opposer par leur lutte, de sorte que les emplois, les salaires et les conditions de vie des classes populaires deviennent intouchables.

La droite et l'extrême droite se font les championnes de l'opposition au gouvernement, sans rien vouloir changer pour les exploités, si ce n'est en pire. À l'inverse, la lutte des travailleurs est la seule qui peut ouvrir la perspective pour libérer la société du joug de l'argent.

Quel verbiage !

La semaine dernière, la direction a présenté les métiers prétendument « stables, sensibles et critiques ». Elle invente des dénominations pour tenter de justifier ensuite des milliers de suppressions de postes.

Peu nous importe la méthode de classement de la direction, pour nous, c'est évident qu'il faut maintenir tous les postes. De plus, nous, nous sommes sensibles à nos salaires critiquement stables.

Dédoublage de personnalité

La direction nous a envoyé une plaquette sur les « facilitateurs » que nous sommes sensés saisir pour régler les problèmes que nous rencontrons au travail. Mais elle est justement responsable de l'organisation stressante du travail et de nos problèmes : Renault voudrait nous faire croire que Renault n'est pas au courant des agissements de Renault ?

Nous ne sommes pas des sardines

La direction est en train de revoir sa politique d'aménagement du Technocentre, afin de préparer l'arrivée de nos camarades de Rueil. La direction cherche à rentabiliser les surfaces en faisant rentrer 1200 personnes de plus.

Mais ce qu'elle n'a pas prévu, ce sont les moyens de transport, les parkings et la restauration correspondant à ces nouvelles arrivées. Par contre, ce que la direction n'oublie pas, c'est de se prévoir des bureaux fermés... sûrement pour pouvoir mieux penser à nous.

Renault doit payer

Renault n'a pas reconduit les contrats de Vestalia au Plessis-Robinson et au Technocentre. Les camarades de travail des services de nettoyage, du courrier, de la maintenance sont tous concernés.

C'est une manière de faire pression sur les nouvelles sociétés en imposant des économies drastiques qui se traduisent par des suppressions de postes et des tentatives de diminuer des primes.

La fin de l'année arrive et il n'y a pas de garantie sur les postes de travail : au lieu de gaver les actionnaires, ce sont les salaires et les emplois qu'il faut servir en premier.

Éthique en toc

Renault affiche partout sa fameuse « charte de l'éthique ». Pendant ce temps, les suppressions de postes s'accumulent, nos collègues qui partent ne sont pas remplacés et les jalons diminuent, pour nous mettre sous pression. Pour la direction l'éthique, c'est juste un truc pour décorer les murs.

Ridicule !

Renault a reçu le « Trophée de l'entreprise citoyenne 2013 », censé récompenser « les entreprises qui réalisent des actions d'intérêt général ». Cela pour son projet « Mobilez » qui permet à des familles à revenus faibles d'accéder à l'entretien de leur véhicule à prix coûtant.

Avec seulement 200 personnes en ayant bénéficié, la direction ne se ruine pas pour faire sa publicité « sociale ».

Le retour des dames patronnesses

Les grandes entreprises, plus elles font de profits, plus elles licencient, plus elles créent des « fondations », participent à des actions « caritatives ». Se donner à bon compte, bonne conscience, a toujours été l'apanage des capitalistes. Ça peut faire illusion, ça ne coûte pas cher... surtout avec des réductions d'impôts à la clé.

Cost killer

Selon une récente étude sur la rémunération des grands patrons, Ghosn fait partie des trois PDG les plus chers payés des entreprises françaises. Son salaire s'est monté à 13,4 millions d'euros en 2012, soit 1500 euros de l'heure, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7... et c'est le même qui nous explique qu'on est trop payé !

Mémoire sélective

Pendant la campagne des élections présidentielles, Hollande avait promis de ne pas augmenter la TVA et de faire voter une loi pour encadrer les rémunérations des PDG des grandes entreprises.

Finalement, les PDG ne seront pas taxés sur leur haut salaire, mais ce sera leur entreprise. Par contre la TVA va augmenter au 1^{er} janvier 2014 et notre pouvoir d'achat en fera les frais. Hollande a une bonne mémoire... au service des patrons.

Honni soit qui mal y pense

Dans une interview avec un média anglais, Carlos Ghosn a indiqué qu'il reverrait à la baisse les investissements de Nissan en Grande-Bretagne, si le pays venait à sortir de l'Europe.

Comme toutes les grandes entreprises, le groupe Renault-Nissan se sert de la carte « Europe » pour justifier sa politique anti-sociale et obtenir des subventions en faisant du chantage dans tous les pays où il exploite des travailleurs. Bientôt, Ghosn risque de menacer d'aller sur la Lune !

Les mouvements populaires du printemps arabes et leurs répercussions

sera le thème du Cercle Léon Trotsky que
Lutte Ouvrière organise

Vendredi 22 novembre à 20 h 30

au Théâtre de la Mutualité,

24 rue Saint-Victor – Paris 5^{ème}

M° Maubert-Mutualité ou Jussieu.

Participation au frais : 3 euros

Nous remercions tous les collègues qui ont donné à la collecte pour le tract Lutte Ouvrière. Grâce à cette aide, votre bulletin pourra continuer à vous tenir informé des mauvais coups de la direction et du gouvernement. N'hésitez pas à nous contacter.

www.lutte-ouvriere.org